

RECEPISSE DE DEPOT

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE BASSE-TERRE

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
4, BOULEVARD FELIX EBOUE
97100 BASSE-TERRE (Guadeloupe)
TEL : 05.90.80.63.63

SECC SB

Marigot
les 4 Chemins
97133 Saint-Barthélemy

V/REF :

N/REF : 2011 B 250 / 2019-A-3864

Le greffier du tribunal de grande instance de Basse-Terre certifie qu'il a reçu le 17/12/2019, les actes suivants :

Décision(s) de l'associé unique en date du 07/11/2019

Statuts mis à jour en date du 07/11/2019

Concernant la société

255SBH

Société par actions simplifiée

Lieu dit Marigot

Chez Xory

97133 Saint-Barthélemy

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2019-A-3864 le 18/12/2019

R.C.S. BASSE TERRE TMC 532 427 051 (2011 B 250)

Fait à BASSE-TERRE le 18/12/2019,

LE GREFFIER



2019/A/3864

255 SBH

S.A.S. au capital de 1 000 euros
Représentée par 800 actions à 1,25 euros
Siège Social : Quartier Merlette – Villa Seven Island
97133 SAINT BARTHELEMY
R.C.S Basse-Terre : 532 427 051 - N° de Gestion : 2011 B 250

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE EN ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 7 NOVEMBRE 2019

L'An Deux Mil Dix-neuf,
Le sept novembre,
A quatorze heures.

Monsieur Jean-Luc GARRIGUES, demeurant Maison Contreras – Route de Colombier Corrossol, 97133 Saint-Barthélemy,

Monsieur Jean-François FELIPE en sa qualité de Commissaire aux comptes est absent et excusé.

I. A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

En sa qualité de Président de la Société **255 SBH**, actionnaire unique, a établi et arrêté les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et a établi le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice.

II. A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Réitération de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par suite du rapport du Commissaire aux comptes sur ledit exercice,
- Approbation des comptes de l'exercice, bilan, compte de résultat au 31 décembre 2018,
- Approbation du rapport de gestion,
- Affectation du résultat de l'exercice écoulé,
- Approbation de la rémunération du Président,
- Conventions visées par l'article L.227-10 du Code de commerce,
- Transfert du siège social,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PARTIE EXTRAORDINAIRE

CINQUIEME DECISION

L'actionnaire unique décide de transférer le siège social de Quartier Merlette - Villa Seven Island – 97133 Saint-Barthélemy à C/o XORY Lieu-dit Marigot – 97133 Saint-Barthélemy à compter de ce jour.

En conséquence, l'article 4 – « Siège social » des statuts a été modifié comme suit :

« Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à C/o XORY Lieu-dit Marigot – 97133 Saint-Barthélemy »

Le reste de l'article est sans changement.

SIXIEME DECISION

L'actionnaire unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, aux fins d'accomplir les formalités de publicité ou autres prescrites par la loi.

Cette décision est adoptée.

*
* *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'actionnaire unique et répertorié sur le registre des décisions de l'actionnaire unique.

Saint-Barthélemy, le 7 novembre 2019

Jean-Luc GARRIGUES, Président et actionnaire unique



2019 / A / 3864

255 SBH

S.A.S. au capital de 1 000 euros
Siège Social : C/O XORY – Lieu-dit Marigot
97133 SAINT BARTHELEMY
R.C.S Basse-Terre : 532 427 051 - N° de Gestion : 2011 B 250

STATUTS

**MIS A JOUR PAR SUITE DES DECISIONS
DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE EN
ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 7 NOVEMBRE 2019**

CERTIFIES CONFORMES PAR LE PRESIDENT

Certifiés conformes par le Président



Article premier. - Forme.

Initialement constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée le 7 avril 2011 suivant acte sous seings privés enregistré au Service des Impôts des Entreprises de BASSE-TERRE le 7 avril 2011, bordereau n° 2011/133, case 16, les associés ont décidé à l'unanimité, par une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17/06/2014, de transformer la société en société par actions simplifiée régie par le code de commerce ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2. - Objet.

La société a pour objet, dans les départements, territoires et collectivités d'outre-mer, en France métropolitaine comme à l'étranger :

- La création et l'exploitation d'un site et/ou page web, de type blog, pouvant servir de support de production et de maintenance de toutes bases de données, pouvant également servir de support de conception, de diffusion et de réalisations publicitaires.
- le conseil et la prestation de services de sociétés et de groupe de sociétés, l'animation de tout groupe de sociétés dans lesquelles la société détient des participations directes ou indirectes, la propriété et la gestion de valeurs mobilières ou de droits sociaux, l'activité communément appelé activité de société Holding active."
- la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements.
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 3. - Dénomination.

La dénomination sociale est : 255 SBH

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4. - Siège social.

Le siège social est fixé à C/O XORY Lieu-dit Marigot – 97133 Saint-Barthélemy

Il peut être transféré en tous lieux à SAINT BARTHELEMY par simple décision du Président de la société. Le transfert dans tout autre lieu nécessite une décision des associés.

Article 5. - Durée.

La société a une durée de quatre vingt dix-neuf années (99) ans à compter du 1^{er} juin 2011, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

Article 6. - Capital social.

Le capital social est fixé à la somme de mille euros (1.000 €).

Il est divisé en huit cents (800) actions de 1,25 euros chacune, entièrement souscrites et libérées.

Article 7 - Modifications du capital

Le capital social peut-être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 19 ci-après.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

Article 8 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 9 - Modalités de la transmission des actions

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les TRENTE (30) jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 10- Modification dans le contrôle d'une société associée

1. En cas de modification du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer le Président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de QUINZE (15) jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

2. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-proprétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 12 – Président

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la société.

Le Président est désigné par décision collective adoptée à la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital et des droits de vote.

Le premier Président est désigné dans l'Assemblée Générale Extraordinaire ayant décidé la transformation de la société en société par actions simplifiée.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président est nommé sans limitation de durée.

En cas de décès, démission, révocation ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à DEUX (2) mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective prise à la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital et des droits de vote.

La révocation du Président peut être prononcée à tout moment par décision collective prise à la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital et des droits de vote.

La rémunération du Président est fixée par une décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers. Elle peut être fixe et/ou proportionnelle.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer une preuve.

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 13 - Directeurs généraux

Sur la proposition du Président, les associés, à la majorité des deux tiers, peuvent nommer un ou plusieurs directeurs généraux personnes physiques ou morales.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les associés en accord avec le Président.

Le directeur général est révocable à tout moment par la majorité des deux tiers des associés.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.
Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

La rémunération des fonctions de directeur général est fixée par décision des associés à la majorité des associés représentant au moins les deux tiers du capital et des droits de vote.

La durée des fonctions de directeur général est fixée par la décision qui le nomme.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

Article 14 - Commissaire aux comptes

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des associés.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

En outre, tout associé pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

Article 15 - Conventions entre la société et les dirigeants

Le Président doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et lui-même, l'un de ses dirigeants, ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens du code de commerce.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières elles ne sont significatives pour aucune des parties, ces conventions doivent être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Article 16 – Décisions collectives des associés

Les associés délibérant collectivement, sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- nomination et révocation du Président et du Directeur Général,
- fixation de la rémunération du Président et du Directeur Général,
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- distribution de dividendes,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- fusion, d'apport partiel d'actif, scission ou dissolution,
- nomination des commissaires aux comptes,
- achat/vente/location-gérance de fonds de commerce, de titres de participation ou d'immeubles,
- souscription ou octroi d'un prêt,

- agrément d'un nouvel associé,
- toute décision entraînant modification des statuts.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, sauf mention contraire figurant dans les statuts.

Article 17 – Modalités d'expression des décisions collectives

Au choix du Président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance.

Elles peuvent également s'exprimer dans un acte signé par tous les associés, sans délai et sans information préalable.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé des décisions dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

En application des dispositions légales (article L227-19 du code de commerce), sont prises à l'unanimité des associés, les décisions visant à modifier ou à adopter les clauses prévoyant :

- l'inaliénabilité des actions ;
- l'agrément des cessions d'actions ;
- l'exclusion d'un associé ;
- la suspension des droits de vote ou l'exclusion d'un associé dont le contrôle est modifié ;
- la suspension des droits de vote ou l'exclusion d'une société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

Cette unanimité est également requise pour toute décision entraînant une augmentation des engagements des associés.

Hors ces cas :

- les décisions entraînant (i) modification des statuts, (ii) achat/vente/location-gérance de fonds de commerce, de titres de participation ou d'immeubles, (iii) souscription ou octroi d'un prêt, ou (i) agrément d'un nouvel associé, sont prises à la majorité des deux tiers des voix composant le capital ;
- les autres décisions sont prises à la majorité simple des associés présents ou représentés, sauf mention contraire dans les statuts.

Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens HUIT (8) jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le Président de la société. A défaut, elle élit son Président.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance.

L'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés, représentent plus de 50 % du capital et des droits de vote.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de QUINZE (15) jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de TRENTE (30) jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

Article 18 - Associé unique

Si la société venait à ne comporter qu'un associé, ce dernier, exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

Article 19 - Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 20 - Comptes annuels

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

Le Président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des associés dans le délai de SIX (6) mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

Article 21 - Affectation du résultat

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

- toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour être, sur proposition du Président, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 22 - Comité d'entreprise

Lorsqu'il a été constitué un comité d'entreprise, les délégués de ce comité, désignés conformément aux dispositions de code du travail, exercent leurs droits définis à l'article L.2323-66 du code du travail auprès du Président ou de toute personne à laquelle le Président aurait délégué le pouvoir de présider le comité d'entreprise.

Article 23 - Dissolution - Liquidation

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la société par décision collective des associés.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 24 - Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.